



HAL
open science

Faire vivre la langue, pratiques et discours des associations francoprovençales en Rhône-Alpes

Bénédictte Pivot, Michel Bert

► To cite this version:

Bénédictte Pivot, Michel Bert. Faire vivre la langue, pratiques et discours des associations francoprovençales en Rhône-Alpes. Actes des conférences annuelles , pp.99-110, 2015, Vivre le temps, au jour le jour dans l'aire francoprovençale. Chanter le passé, se projeter dans l'avenir, 978-88-99602-02-7. hal-03069571

HAL Id: hal-03069571

<https://hal.science/hal-03069571>

Submitted on 2 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Bert Michel, Enseignant Chercheur, laboratoire Dynamique du Langage, Université Lyon 2
Pivot Bénédicte, Enseignant Chercheur, Institut Pierre Gardette, Université Catholique de
Lyon

Faire vivre la langue : pratiques et discours des associations francoprovençales en Rhône-Alpes.¹

Pour les associations œuvrant en faveur du francoprovençal de la partie ouest de la région Rhône-Alpes, la vision du passé, du présent et de l'avenir s'exprime par une expression fréquemment employée : « faire vivre la langue ». Les discours et les pratiques des associations autour de la langue, son rôle, son histoire et son devenir reflètent une dynamique sociale qui met en avant une fonction symbolique de la langue davantage qu'une fonction de communication usuelle. Cette caractéristique est celle des langues postvernaculaires, notion que nous définirons dans cet article, et qui permet de questionner la pertinence de la revitalisation de la langue par son enseignement dans le cadre scolaire.

Dans cet article, nous présenterons tout d'abord le tissu associatif qui participe à la promotion du francoprovençal en France. Nous décrirons ensuite les principales activités des associations, ainsi que leurs diverses productions, puis l'évolution récente de leurs discours à propos de la langue et de son avenir.

Dans une deuxième partie, nous définirons la notion de langue « postvernaculaire » et décrirons en quoi elle peut s'appliquer au cas du francoprovençal.

Enfin, la dernière partie montrera l'apport possible de la prise en compte du caractère postvernaculaire de la langue pour envisager les modalités de sa transmission.

1. La langue pour les associations

Les observations présentées ici s'appuient sur un travail de terrain s'étalant sur plus de deux décennies, en Région Rhône-Alpes essentiellement, et particulièrement dans l'ouest du domaine francoprovençal (départements du Rhône, de la Loire, de l'Ain, de l'Isère et la frange nord de l'Ardèche et de la Drôme).

1.1 Le tissu associatif

En Région Rhône-Alpes, de nombreuses personnes se réunissent régulièrement autour de ce qu'ils nomment le « patois ». Dans certains cas, elles créent des associations loi 1901 dédiées à la promotion du francoprovençal, mais parfois elles constituent des groupes plus informels, comme des sections au sein d'associations déjà existantes œuvrant pour le patrimoine local. Certains groupes, et pas seulement les plus récemment fondés, restent sans attache associative. Nous utiliserons ici le terme « association » au sens large, quel que soit le statut administratif des groupes se réunissant autour du francoprovençal.

Ces associations sont nombreuses. Certaines existent depuis plus de 30 ans, comme dans le département de l'Ain par exemple. Cette ancienneté montre qu'elles ont réussi à survivre à la réalisation de leurs projets initiaux, et qu'il y a eu un renouvellement des participants. La majorité des associations est toutefois plus récente : beaucoup de groupes sont constitués au

¹ Cet article a été publié dans les actes de la conférence annuelle sur l'activité scientifique du centre d'études francoprovençales de Saint-Nicolas, Val d'Aoste du 29 novembre 2014, aux pages 99 à 110.

cours des deux dernières décennies, donnant l'impression d'une « génération spontanée ». Ce phénomène est révélateur d'une prise de conscience de la menace qui pèse sur la langue, même si dans certains cas il ne faut pas totalement écarter l'influence des associations déjà anciennes qui ont pu servir d'exemples.

Les associations sont presque toujours implantées sur un petit territoire constitué de quelques villages, regroupés sur un ou deux cantons. L'ancrage local est donc important dans l'esprit des personnes qui fréquentent ces cercles : on se réunit autour de la langue d'un petit pays, parlant un patois considéré comme différent de ceux des pays voisins. Contrairement à l'occitan voisin, le francoprovençal ne bénéficie pas d'une tradition militante ancienne et organisée. Aussi, jusqu'au tournant des années 2010, la plupart des associations de l'ouest du domaine francoprovençal entretenaient peu de relations entre elles et elles n'étaient pas fédérées, contrairement aux associations savoyardes, avec la fédération nommée *lou R'biolons* (appellation signifiant « repousses »), fondée il y a plusieurs décennies. A l'Ouest, seule l'AFPL (association des *Amis du Francoprovençal en Pays Lyonnais*) fédérait quelques groupes de l'ouest du Lyonnais depuis un peu plus d'une dizaine d'années.

Les membres des associations sont presque exclusivement des personnes retraitées. Il s'agit le plus souvent de semi-locuteurs (Dorian 1977, 1981) : ils disent comprendre le patois mais ne pas savoir le parler couramment, l'avoir entendu durant leur jeunesse, mais ne l'avoir jamais vraiment parlé. Leur sentiment d'insécurité linguistique est donc relativement élevé. Cette nette prépondérance de semi-locuteurs s'explique par la situation du francoprovençal en France : la fin de la transmission de la langue aux enfants a commencé dès le début du 20^e siècle. Dans certains groupes, ce renversement linguistique date de la génération des grands-parents des membres actuels d'associations, comme dans le groupe des *Amis du Dzordzes* (département du Rhône), par exemple. Les locuteurs natifs (pour qui le francoprovençal est la langue maternelle ou co-maternelle avec le français) sont aujourd'hui très peu nombreux parmi les membres des associations. Enfin, quelques personnes participent aux rencontres sans avoir eu auparavant de contact avec le parler local.

Les plupart des personnes fréquentant les associations se réunissent pour honorer leurs anciens, ceux qui possèdent encore le savoir ancestral et qui sont de plus en plus rares, et pour entretenir ensemble le lien affectif qui les lie à la langue de leur enfance. Leurs rencontres sont ainsi prétextes à des moments de grande convivialité.

Il est important de signaler que la langue d'animation lors des réunions est presque toujours le français et également que le nom de la langue employé entre les personnes présentes est très majoritairement *patois*. Le terme *francoprovençal* n'est pratiquement utilisé que dans le cadre d'échanges avec des personnes n'appartenant pas aux associations : journalistes, grand public, universitaires, politiques²... Le terme « savant » sert alors à légitimer la cause défendue dans l'association, et à insister sur le statut de langue à part entière du francoprovençal. Notons toutefois que certains membres d'associations restent intimement persuadés que le patois ne saurait être une véritable langue, en tout cas pas au même titre que le français.

1.2 Activités des associations

Les membres des associations se rencontrent habituellement une fois par mois, parfois deux fois, et les activités sont suspendues durant l'été.

² Le terme « arpitan » est, depuis quelques années, également parfois utilisé dans ces contextes, mais plus rarement, et en général en association avec « francoprovençal ».

Pour décrire les activités des associations, il est nécessaire de distinguer celles qui se déroulent entre membres durant leurs réunions et celles qui sont conduites pour l'extérieur, à destination d'un public intéressé par la langue régionale.

Pendant les réunions d'associations, les participants les plus à l'aise dans la langue racontent des histoires préparées chez soi ou recueillies au gré du hasard, lisent des traductions qu'ils ont préparées (les fables de La Fontaine sont une source fréquemment utilisée). Ils échangent aussi des anecdotes, des souvenirs... et l'ensemble de l'assemblée chantent des chansons traditionnelles ou plus récentes.

Il n'y a en général pas de « cours de langue » en tant que tel. Pourtant une véritable transmission de compétences linguistiques s'opère, par « imprégnation », surtout efficace auprès de ceux qui ont bénéficiés d'un minimum d'exposition à la langue. Pour ce type de locuteurs, nommés « rememberers » (Dorian 1977, 1981), « rusty speakers » (Campbell & Muntzel 1989) ou « anciens locuteurs » (Grinevald & Bert 2010) eu égard au fait qu'ils ont eu autrefois des compétences ensuite oubliées, les activités associatives permettent une réelle « réactivation » des connaissances linguistiques.

Les réunions sont également consacrées à préparer des publications : monographies, dictionnaires, lexiques, récits de vie / ethnotextes... Peu de participants savent lire avec aisance les écrits en francoprovençal, et plus rares encore sont ceux qui écrivent en patois. Ils le font en général dans une graphie personnelle, inspirée du français, ou dans un système d'écriture développé localement, parfois avec l'aide d'universitaires. La lecture de ces écrits pose problème à beaucoup, y compris parmi les locuteurs les plus compétents. Leur diction et leur débit sont en général meilleurs quand ils s'inspirent d'un texte écrit en français qu'ils traduisent au fur et à mesure. Mais seule une partie des locuteurs parmi ceux les plus à l'aise en patois parviennent à pratiquer aisément cet exercice. Les écrits littéraires anciens, y compris les pièces de théâtre, ne sont pas utilisés par les associations. Pour elles, le francoprovençal est une langue à tradition orale exclusivement.

La préparation de séances d'animation est une autre activité importante des associations. Celles-ci interviennent lors de fêtes, de veillées qu'ils organisent eux-mêmes ou auxquelles ils sont invités. Les rencontres permettent de mettre en scène et répéter les pièces, saynètes ou chansons qui seront ensuite produites en public. Les associations préparent aussi leurs interventions auprès d'adultes ou d'enfants, à l'école ou hors milieu scolaire. Ces opérations de sensibilisation sont le plus souvent ponctuelles, et les bénévoles apprennent aux enfants des listes de mots, quelques conjugaisons, des formules d'échange stéréotypées ou encore des chansons. Ils proposent également des témoignages sur la vie autrefois, à l'époque de leur propre jeunesse, et valorisent certains éléments patrimoniaux locaux.

Cette brève description des activités des associations permet de distinguer différents types de transmission. Le premier consiste en la réactivation de compétences partiellement oubliées. Ce type de transmission n'est pas identifié comme tel par les associations, même si elles l'assurent effectivement. Le second s'inscrit par contre dans le cadre d'une démarche réfléchie. Beaucoup d'associations ont pour objectif de sensibiliser le grand public à la langue. Cette sensibilisation est le but de leurs interventions auprès d'enfants, mais aussi auprès d'adultes, quand la langue est mise en scène lors des fêtes de villages par exemple, ou lorsqu'elle est présentée dans une médiathèque lors d'une soirée.

Enfin, la transmission par l'enseignement n'est, elle, pas un objectif partagé. Les associations ne visent pas à enseigner de la langue auprès des enfants, comme une langue étrangère qui serait amenée à être ultérieurement parlée.

Il existe parfois de la part de certains animateurs d'associations des vellétés d'enseigner au sein du groupe des éléments de grammaire, ou la lecture et l'écriture par exemple, mais ces initiatives rencontrent l'indifférence de la plupart des membres, et même parfois une franche

hostilité. A plusieurs reprises, nous avons entendu certains, en général des locuteurs assez compétents, dire : « si on fait de la grammaire, je ne reviens plus ! ».

1.3 Evolution des discours

Les rencontres autour du francoprovençal prêtent naturellement à l'évocation du passé, car le patois est surtout considéré comme une langue qui était réellement usitée autrefois, à l'époque de l'enfance des membres actuels des associations. Mais ce passé, qui resurgit dans les conversations à travers les souvenirs partagés ou échangés, n'est pas envisagé avec nostalgie. Si l'on évoque des souvenirs heureux, on n'oublie pas à quel point la vie était dure, les rapports hommes / femmes peu égalitaires ou les décès précoces nombreux.

Tous partagent l'idée que la langue de leur enfance est en train de disparaître, que cette disparition du patois en tant que langue vernaculaire est inéluctable, et elle est même souvent considérée comme normale, le patois ne pouvant pas dans leur esprit subsister à côté du français.

Pour beaucoup, il ne reste de la langue aujourd'hui que des traces, des vestiges. En Haut Beaujolais par exemple, des personnes comparaient lors d'une conversation avec nous le patois à un château en ruine, dont ils resteraient quelques pierres. Même si certains le parlent encore, ou peuvent encore le parler, ils pensent souvent que leur langue n'est qu'un pâle reflet de celle de leurs parents ou grands-parents, qu'ils la prononcent mal, qu'ils ont oubliés certains mots, remplacés par des emprunts au français.

Pourtant, ils souhaitent dans le même temps « faire vivre » la langue. Cette expression fréquemment utilisée ne signifie pas qu'ils souhaitent la transmettre pour qu'elle soit reparlée. Ils ambitionnent plutôt de la réhabiliter face aux proscriptions d'autrefois, et en perpétuer le souvenir.

Les enquêtes conduites entre 2007 et 2009 pour réaliser l'étude FORA³, commanditée par la Région Rhône-Alpes pour dresser le tableau de la vitalité actuelle des langues régionales parlées en Rhône-Alpes et fournir des préconisations en matière de politique linguistique, ont donné lieu à des échanges entre chercheurs et associations locales, et entre les associations elles-mêmes. Cette dynamique a été renforcée par la Délibération adoptée en 2009 par l'Assemblée régionale. En effet, suite à la remise du rapport FORA, la Région Rhône-Alpes a adopté un texte intitulé « Reconnaître, valoriser, promouvoir l'occitan et le francoprovençal, langues régionales de Rhône-Alpes ». Ce vote a été considéré par les associations comme d'une grande valeur symbolique, puisque la Région Rhône-Alpes ignorait totalement jusqu'alors les langues régionales parlées sur son territoire. Les associations ont eu le sentiment d'avoir une existence officielle et d'être reconnues.

La Délibération s'accompagnait d'un ensemble de mesures en faveur de l'occitan et du francoprovençal. Pour ce dernier, une demande officielle du président de l'Assemblée Régionale fut faite au ministère de l'Education Nationale pour demander que le francoprovençal puisse être enseigné et être une option possible au Baccalauréat, comme c'est le cas pour d'autres langues régionales de France (breton, occitan, corse...). Cette demande est restée lettre morte et cette situation perdure encore. Autrefois, pour justifier son refus, le ministère de l'Education Nationale invoquait tantôt le fait que le francoprovençal aurait été une variété d'occitan, donc déjà enseignée, ou au contraire une variété de langue d'oïl, et donc ne pouvant justifier d'être enseignée. Aujourd'hui, les raisons invoquées s'appuient sur une prétendue absence de demande sociale d'enseignement de la langue. En 2014, les quelques

³ « Francoprovençal – Occitan - Rhône-Alpes », Bert, Costa & Martin. 2009. Consultable sur : <http://www.rhonealpes.fr/912-les-langues-regionales-de-rhone-alpes-l-occitan-et-le-franco-provençal.htm>

candidats au Baccalauréat qui avaient choisi de passer le francoprovençal en option ont dû cocher la case « occitan », et ils ont passé leur oral à Montpellier, à leurs frais !

Un conseiller scientifique aux langues régionales a été nommé auprès des services de la Région Rhône-Alpes. L'activité de ce conseiller, J.-B. Martin, a permis de multiplier les échanges entre associations et d'organiser une meilleure coordination. En juin 2013, une fédération des groupes de l'ouest du francoprovençal s'est finalement créée, et un chantier ambitionnant de dresser l'inventaire des diverses productions des associations s'est mis en place.

Ces différentes initiatives ont entraîné pour les associations le développement d'un sentiment d'appartenance à un groupe plus vaste mais plus en tant qu'ensemble d'associations patoisantes qu'en tant que locuteurs d'une même langue. Les associations de l'ouest du francoprovençal restent peu « militantes », peu revendicatrices.

2. Le francoprovençal, une langue « postvernaculaire »

Cette section s'intéresse à la pratique sociale du francoprovençal en Rhône-Alpes. Celle-ci relève majoritairement des discours et des pratiques des associations car il n'existe pratiquement plus de pratiques spontanées et publiques de la langue. Il s'agit avant tout d'analyser ce qui se laisse voir et entendre de la langue et ce, dans quels contextes, par qui et pour quelles raisons (Duchêne et Heller 2007). La vitalité du francoprovençal en Rhône-Alpes, plus particulièrement dans les départements de l'ouest de la région, correspond à la situation sociolinguistique du déclin des pratiques langagières d'une langue qui est remplacée dans sa fonction de communication usuelle par une autre langue. Dans ce cadre, les pratiques et les discours autour de la revalorisation de la langue questionnent les objectifs collectifs poursuivis quant à l'usage futur de la langue inusitée. Mais, ils questionnent aussi le sens et la portée de leur propre existence : pourquoi est-ce que les associations font ce qu'elles font, que leurs membres disent ce qu'ils disent à propos du francoprovençal ?

Avant de répondre à la question du sens, il nous est apparu important de nous attacher à comprendre qu'elle était la portée de ces pratiques. Les rapprocher de la notion de pratiques postvernaculaires qui ont été définies par Jeffrey Shandler dans son analyse des pratiques des membres de la communauté Yiddish de New-York, nous semble pertinent. (Shandler 2006). Au sens de Shandler, la postvernacularité ne réfère pas à un état de langue qui n'est plus vernaculaire, et dans les faits, c'est effectivement le cas pour l'ensemble des parlers francoprovençaux de la région, mais reflète plutôt une dynamique nouvelle dans laquelle la pratique langagière s'inscrit aujourd'hui (Pivot 2014). Cette dynamique prend la forme d'un changement du rôle social de la langue, qui n'a plus de fonction de communication usuelle, celle-ci étant remplacée dans notre cas par le français, ce qui n'est aucunement remis en question par les locuteurs. Il n'y a pas dans cette situation, de revendications pour un retour d'usage vernaculaire du francoprovençal.

Ce que Shandler souligne comme caractéristiques essentielles réside dans les changements dans lesquels les pratiques s'inscrivent et qui finissent par donner à la langue en question une valeur symbolique sémiotique plus importante que la fonction sémantique. Le tout étant produit dans un processus relativement conscient associant discours et actions.

Ainsi, le changement s'opère lorsque dans une dynamique de prise de conscience du déclin de la pratique sociale de la langue, des actions sont engagées par des membres concernés qui visent à objectiver la langue et les savoirs associés, et à les valoriser, ce que Shandler nomme « an elective act » (Shandler, 2006, 24). On retrouve cette démarche dans les inventaires, glossaires et autres actions autour de la capitalisation des savoirs linguistiques et ainsi que

leur engagement quand les associations cherchent à en faire quelque chose pour que « vive la langue ».

Les discours sont construits autour d'une demande de reconnaissance des parlers locaux comme étant une langue régionale au même titre que le breton ou l'occitan et donc de bénéficier des mêmes droits à l'enseignement dans les établissements scolaires publics. Les pratiques sociales, quant à elles, sont essentiellement portées par les associations qui œuvrent avant tout pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine linguistique local. Elles sont soutenues par la politique de reconnaissance et de valorisation des langues régionales menée par la Région depuis 2009. Les associations, de manière générale, et les pouvoirs publics également, sont conscients de la trajectoire de perte dans laquelle la pratique linguistique du francoprovençale se situe. Ils en connaissent les raisons, peuvent les situer dans le temps et produisent des discours sur les événements qui ont conduit au renversement linguistique. Nombre de membres des associations ont des anecdotes, des souvenirs sur un passé où la langue était encore parlée, sur les contextes qui les ont exclus de la pratique de cette langue avec les anciens, avec les parents, avec les proches, ou sur les pratiques parfois douloureuses qui furent celles des instituteurs pour chasser l'usage du parler local dans les enceintes de l'Ecole. Ainsi, l'Histoire se raconte en histoires personnelles et vient justifier l'actuelle réalité de la perte de l'usage de la langue, comme une évolution nécessaire et dont le propos de leurs rencontres n'est pas de la remettre en question. Certains membres des associations, vont même jusqu'à dire « qu'il fallait bien en passer par là pour unifier la France, que c'est le principe fondateur de la République ».

D'aucuns pourraient souligner un stade ultime d'aliénation, mais pour la problématique qui nous intéresse, un tel regard n'apporte rien à l'analyse de la dynamique des pratiques et des discours des associations. Les acteurs de la valorisation et de la sauvegarde des parlers locaux ne sont pas dans des attitudes nostalgiques et de regrets du passé, mais davantage dans les actions de partage, de célébration d'un patrimoine commun, dans la revendication de ses diversités, de (re)production d'œuvres, d'abord pour eux-mêmes et ensuite pour leurs concitoyens. Il en va de même pour les glossaires ou les monographies que les associations produisent parfois, qui sont des actes de production de témoignage d'un savoir qui se perd, et qui la plupart du temps visent autant les locuteurs restants que les personnes qui se sentent concernées par le patrimoine local. On retrouve la même dynamique dans le cadre des « veillées » ou autres rencontres qui visent à se retrouver « autour du patois », pour blaguer et deviser autant, voire plus, en français et sur le francoprovençal que directement dans la langue locale.

Les associations s'attachent à « faire vivre la langue » dans un présent tel qu'il existe et se tournent parfois vers l'avenir en formulant des souhaits de transmission d'un patrimoine menacé dont ils se sentent les derniers témoins mais non les responsables de son déclin. La langue, leurs parlers, n'ont plus les fonctions associées aux langues de communication, objectivés ils ont été investis d'un sens nouveau, d'une fonction autre, symbolique, démonstrative, patrimoniale.

La valeur symbolique, démonstrative qu'acquière alors la langue se traduit par une pratique de mise en scène, dans un sens de « mise à voir » et de « mise à entendre » la langue. C'est ce que Shandler appelle « a performing act » (Shandler 2004 : 20). La postvernacularité est ce changement d'usage et de sens donné à la pratique sociale de la langue. La langue est « mise en scène » et cet état prime sur la fonction de communication, sur la fonction sémiotique : l'importance de la pratique réside dans le fait que quelque chose soit dit dans la langue plutôt que ce qui est effectivement dit.

Quand les associations montent des pièces de théâtre en francoprovençal, avec ou sans traduction, elles donnent à voir et à entendre la langue, et ce qui prime alors est de montrer que cette langue est encore « présente », « vivante ». Et comme dans le cas des langues postvernaculaires, elles ne se suffisent pas en elles-mêmes pour l'accession au sens, certaines associations accompagnent leurs mises en scènes de procédés de traduction ou de compréhension (sous-titrages en français, traductions du texte, petits résumés en français...). Cette double présence linguistique est selon Shandler, une caractéristique des langues postvernaculaires, en ce sens qu'elles ont perdues la fonction de communication partagée. .

3. Postvernacularité et transmission de la langue

Une autre caractéristique d'une pratique postvernaculaire se situe dans le rapport à la transmission et à son extension sociale, c'est-à-dire à la constitution d'une « communauté de pratiques langagières ». Comme il n'y a pas de volonté marquée et collective de renversement linguistique et de retour à une vernacularité de la langue, les objectifs de transmission de visent pas un enseignement systématique de la langue. Les associations sont très rarement dans des pratiques d'enseignement, que ce soit au sein de leur groupe auprès des adultes participants, ou auprès des enfants scolarisés. En revanche, l'intérêt pour la langue et les savoirs associés, en qualité de patrimoine, sont au cœur des actions de sensibilisation des publics, qu'ils soient d'adultes ou d'enfants, proches ou issus du contexte local ou non. Ainsi, ce que l'on peut qualifier de « communauté francoprovençale » tendrait à englober une partie bien plus importante de personnes non locutrices ou ayant seulement quelques notions linguistiques, que de personnes réellement locutrices. Elle se compose alors d'un ensemble de personnes, membres des associations ou non, dont la pratique langagière francoprovençale se caractérise par un intérêt de, autour et sur la langue davantage que dans une pratique effective de communication usuelle.

Toutes ces pratiques s'inscrivent dans un contexte où les occasions de communiquer en francoprovençal sont quasi inexistantes et où la seule pratique sociale visible de la langue existe au moment des rencontres entre membres des associations, des actions organisées par celles-ci, où lors des manifestations officielles.

La postvernacularité est donc un état social de pratiques et de discours de et sur la langue, où la fonction symbolique de mise à voir est plus importante que sa fonction sémantique. Si le francoprovençal reste « une langue », au sens où elle pourrait lexicalement et structurellement remplir les fonctions de communication d'un groupe et être utilisée dans les principaux domaines d'usage des langues, aujourd'hui sa fonction sociale de langue postvernaculaire implique de questionner les objectifs des actions de revitalisation quand celles-ci sont orchestrées et construites discursivement sur des modèles qui sont calqués sur ceux utilisés pour les « grandes langues ». Les discours visent à une mise à égalité du francoprovençal avec les autres langues régionales, telles que l'occitan voisin, sous l'argument d'une légitimité axée sur les critères définissant les « vraies langues », autrement dit : une écriture (normée), un enseignement (scolaire) et une production d'œuvres (de qualité culturellement acceptable).

Ces objectifs sont ceux d'une revitalisation visant une augmentation de la communauté linguistique et un retour de la transmission transgénérationnelle ainsi qu'un retour de la fonction communicative de la langue dans le domaine public.

Ces discours sont parfois ceux de membres des associations, mais ils ne reflètent ni la majorité des membres, ni les actions menées par les associations, avec lesquelles au final, ils sont en contradiction. Cette contradiction repose sur le fait que le caractère postvernaculaire des pratiques sociales du francoprovençal n'est pas bien cerné par les différents acteurs qui se

saisissent des modèles à disposition sans les interroger. La question de la valorisation de la connaissance de la langue et de ses pratiques associées se pose peut être davantage en terme de sensibilisation que de revitalisation, comprise au sens de « reparler la langue ».

Ceci impliquerait alors d'envisager la revitalisation de la langue sous un angle qui prend en compte le fait que celle-ci n'a pas vocation à redevenir une langue de communication usuelle et qu'elle n'appartient à aucun autre des grands domaines classiques généralement associés aux pratiques langagières (domaine juridique, domaine éducatif, domaine religieux....). Or, une telle approche oblige à questionner nos acquis et nos méthodes sur les langues, leurs fonctions et leur enseignement/transmission qui sont essentiellement construits autour des fonctions communicatives de celles-ci.

Prendre en compte la postvernacularité du francoprovençal dans le cadre de la revitalisation pensée et organisée autour d'une transmission vers une nouvelle génération de locuteurs introduit alors une nuance entre sensibilisation et enseignement. Actuellement, il est difficile de faire entrer le francoprovençal comme langue d'enseignement, pour des raisons autant administratives que pratiques. Les questions de la variation dialectale, de l'écrit et de la production d'un curriculum sont régulièrement invoquées comme des obstacles incontournables à l'enseignement de la langue. Mais, la récente réforme des rythmes scolaires (2012), en dégagant des temps de découverte à de nouvelles activités périscolaires, offre un espace qui permet de faire « entrer le francoprovençal » dans l'univers des savoirs des enfants. Il ne peut s'agir alors de faire de l'enseignement, le cadre ne s'y prête pas, mais plutôt de faire de la sensibilisation à la langue et à la culture locale. Ce contexte est en revanche tout à fait adapté à la postvernacularité du francoprovençal. La fonction symbolique, patrimoniale de la langue trouve alors sa place et la pratique langagière peut naître autour des histoires du passé racontées en ponctuant les récits de mots et expressions en francoprovençal, de chants ou de comptines, ou de petits dialogues de présentation qui sont autant de manières de faire vivre la langue encore un peu plus longtemps.

La question de l'évaluation de cette pratique en terme de compétences langagières des « nouveaux » locuteurs perd alors de son sens normatif et scolaire, pour s'orienter davantage vers des notions de registres plus ou moins étendus et partagés. Ici, se situe la différence entre enseigner le francoprovençal pour le « sauver » et sensibiliser une tranche de la population à son existence, à sa fonction, pour lui permettre de vivre encore quelque temps.

Bibliographie

- Bert M., Costa J. & Martin J.-B. (2009), *Francoprovençal - Occitan - Rhône-Alpes (FORA)*, état des lieux des langues régionales en Rhône-Alpes et propositions pour un politique linguistique régionale, étude réalisée pour la Région Rhône-Alpes.
- Grinevald C. & Bert M (2010), "Speakers and community", in P. Austin & J. Sallabank (eds), *Handbook of Endangered Languages*, Cambridge, Cambridge University Press, 45-65.
- Campbell, Lyle - Muntzel, Martha C. (1989), "The Structural Consequences of Language Death", in Dorian, Nancy C. ed., *Investigating Obsolescence. Studies in Language Contraction and Death*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 181-196.
- Dorian, Nancy C. (1977), "The Problem of the Semi-Speaker in Language Death", *International Journal of the Sociology of Language* 12, p. 23-32.
- (1981), *Language Death: The Life Cycle of a Scottish Gaelic Dialect*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

- Duchêne, Alexandre, et Monica Heller. 2007. « Discourses of endangerment ». *Interest and Ideology in the Defense of Languages*. London, New York: Continuum.
- Pivot, Bénédicte. 2014. « Revitalisation de langues postvernaculaires : le francoprovençal en Rhône-Alpes et le rama au Nicaragua ». Thèse de doctorat, Lyon, France: Lyon 2.
- Shandler, Jeffrey. 2004. « Postvernacular Yiddish: Language as a Performance Art ». *TDR (1988-)* 48 (1): 19-43. doi:10.2307/4488527.
- . 2006. *Adventures In Yiddishland: Postvernacular Language & Culture*. University of California Press.